



[www.altoneo.com](http://www.altoneo.com)



Être bien entouré, ça change tout !

## AUDIT & COMMISSARIAT AUX COMPTES

### ALTONEO AUDIT

15 rue des Bordagers Changé - CS 92107 - 53063 LAVAL Cedex 9

Tél. 02 43 53 81 61

Capital de 260 665 € - 499 885 333 RCS LAVAL

N° TVA intracommunautaire : FR 24 499 885 333

### ASSOCIATION DU CENTRE DE FORMATION ET DE PROMOTION DES MAISONS FAMILIALES RURALES

Association Loi 1901

« MESLAY » La Guyonnière

85600 MONTAIGU

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

**ASSOCIATION DU CENTRE DE FORMATION ET DE PROMOTION DES MAISONS  
FAMILIALES RURALES  
« MESLAY » La Guyonnière 85600 MONTAIGU  
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 31 décembre 2023**

Mesdames et Messieurs les Membres de l'Association du Centre de Formation et de Promotion des Maisons Familiales Rurales de « Meslay »,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « Centre de Formation et de Promotion des Maisons Familiales Rurales - MESLAY », relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Moyens mis en œuvre » de l'annexe des comptes annuels.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

À la clôture les créances « clients » représentent 62 % de l'actif circulant, pour un montant net de 200 969 €. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives, retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à :

- Contrôler, par sondages, l'apurement de certaines créances clients sur la période subséquente,
- Vérifier le niveau de provisions constituées sur les créances douteuses au 31 décembre 2023

De plus, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les différentes subventions octroyées.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

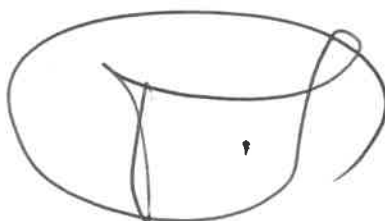
Fait à Angers, le 25 mars 2024

Le Commissaire aux Comptes,

**ALTONEO AUDIT**

**Franck NOGUET**

Associé



## COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations		
<b>Ventes de biens et services</b>		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 042 015	1 215 218
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation	67 253	58 802
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	72	407
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	4 966	2 267
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	4 254	2 016
<b>Total (I)</b>	<b>1 118 560</b>	<b>1 278 711</b>
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances d'actif	157	357
Autres intérêts et produits assimilés	1 146	935
Reprises sur provisions et transferts de charges	7 558	1 800
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total (II)</b>	<b>8 860</b>	<b>3 092</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	27 269	51 456
Produits exceptionnels sur opérations en capital	17 480	27 323
Reprises sur provisions et transferts de charges		
<b>Total (III)</b>	<b>44 749</b>	<b>78 780</b>
<b>Total des produits (I+II+III)</b>	<b>1 172 170</b>	<b>1 360 582</b>
<b>Solde débiteur = Déficit</b>	<b>159 551</b>	<b>44 774</b>
<b>Total général</b>	<b>1 331 721</b>	<b>1 405 356</b>

Être bien entouré, ça change tout !  
 Rubriques

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Achats de marchandises	37 089	58 285
Variation de stocks	387	(716)
Autres achats et charges externes	453 557	419 652
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	17 755	16 276
Salaires et traitements	527 889	554 149
Charges sociales	209 924	211 379
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	50 958	79 451
Dotations aux provisions	6 051	
Report en fonds dédiés		
Autres charges	340	3 436
<b>Total (I)</b>	<b>1 303 950</b>	<b>1 341 911</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions		39 884
Intérêts et charges assimilées	11 141	10 943
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total (II)</b>	<b>11 141</b>	<b>50 827</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	16 630	12 617
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
<b>Total (III)</b>	<b>16 630</b>	<b>12 617</b>
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)		
<b>Total des charges (I+II+III)</b>	<b>1 331 721</b>	<b>1 405 356</b>
<b>Solde créditeur = Excédent</b>		
<b>Total général</b>	<b>1 331 721</b>	<b>1 405 356</b>

Rubriques	Montant N	Montant N-1
<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>MONTANT TOTAL DES RESSOURCES</b>		
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>MONTANT TOTAL DES EMPLOIS</b>		

## BILAN ACTIF

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	32 113	32 113		
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	47 098	42 161	4 937	2 189
Constructions	2 392 642	2 073 008	319 634	356 383
Installations techniques, mat. et outillage indus.	66 164	66 164		
Autres immobilisations corporelles	448 758	400 666	48 092	34 265
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	999		999	980
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>Total I</b>	<b>2 987 774</b>	<b>2 614 112</b>	<b>373 662</b>	<b>393 818</b>
<b>Stocks et en-cours</b>				
Stocks et en-cours	9 444		9 444	11 791
<b>Créances</b>				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhér., usagers et cpt. Rattachés	207 712	6 743	200 969	151 618
Autres créances	96 396		96 396	64 295
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Instruments de trésorerie				
<b>Disponibilités</b>	<b>1 574</b>		<b>1 574</b>	<b>138 935</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>16 953</b>		<b>16 953</b>	<b>15 518</b>
<b>Total II</b>	<b>332 080</b>	<b>6 743</b>	<b>325 336</b>	<b>382 156</b>
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>3 319 854</b>	<b>2 620 856</b>	<b>698 998</b>	<b>775 974</b>
Rubriques	Montant brut		Montant net N	
<b>Engagements reçus</b>				
<b>Legs nets à réaliser :</b>				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				



## BILAN PASSIF

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise statutaires</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
<b>Réserves statutaires ou contractuelles</b>		
<b>Réserves pour projet de l'entité</b>		
<b>Autres réserves</b>		
Report à nouveau	(386 125)	(341 351)
Excédent ou déficit de l'exercice	(159 551)	(44 774)
Situation nette (sous total)	(545 676)	(386 125)
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	163 157	180 637
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>(382 519)</b>	<b>(205 488)</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	30 000	54 115
Provisions pour charges	24 008	
<b>Total III</b>	<b>54 008</b>	<b>54 115</b>
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	648 564	674 457
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	63 684	110 325
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	191 466	91 496
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	87 076	13 623
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	36 719	37 446
<b>Total IV</b>	<b>1 027 509</b>	<b>927 347</b>
<b>Ecart de conversion (passif) (V)</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>698 998</b>	<b>775 974</b>

## ANNEXE 1

Objet social de l'association

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Moyens mis en oeuvre

Règles et méthodes comptables

Engagements financiers et autres informations

Notes sur le Bilan Actif

Notes sur le Bilan Passif

Informations sur le compte de résultat

Immobilisations

Amortissements

Provisions

Etat des échéances

Fonds de Roulement

## ANNEXE

**Total du bilan avant répartition :** 698 998 €    **Résultat :** -159 551 €

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le par le Conseil d'Administration.

### 1 - OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

La Maison Familiale :

CFP MESLAY

est une association de caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1901. Sa durée est illimitée.

Son siège social est établi :

Allée de MESLAY La Guyonnière - 85600 MONTAIGU VENDEE

L'association a pour but

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant,

- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison familiale Rurale,

- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial,

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue,

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas, d'hébergement... dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association,

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints,

- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la Maison.

## NATURE ET RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS OU MISSIONS SOCIALES RÉALISÉES

	TYPE DE FINANCEMENT EFFECTIFS ET HEURES			
	Formation professionnelle continue		Apprentissage	
	nbre de stagiaires	nbre d'heures	nbre de stagiaires	nbre d'heures
• Technicien agricole	9	2 632	37	13 902
• Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Encadrement et de Responsable d'Unité d'Intervention Sociale (CAFERUIS)	32	6 024		
• COORDONNATEURS en établissement/service social et médico-social	12	1 260		
• DIRECTEUR.TRICE d'organisation ou d'entreprise d'innovation sociale (DirEis)	29	9 222		
• DirEIS				
• INFIRMIER référent/coordonateur en gérontologie	18	3 607		
• Responsable de Résidence Sociale (RRS)	8	1 696		
• Responsable d'Etablissement de l'Economie Sociale et Solidaire (REESS)	3	1 575		
• VAE – Revalidations	11	105		
<b>TOTAL</b>	<b>122</b>	<b>26 121</b>	<b>37</b>	<b>13 902</b>
<b>TOTAL N-1</b>	<b>155</b>	<b>33 328</b>	<b>35</b>	<b>12 152</b>

L'association MESLAY assure également des missions de Conseil et de Formations dans des établissements sociaux et médico sociaux. Pour l'année 2023, la partie formation de cette activité a représenté 3 149 heures pour 339 stagiaires contre 6 435 heures en 2022 pour 575 stagiaires.

L'association MESLAY est cotraitante avec la Chambre d'Agriculture sur le LOT 24 VISA METIERS, financé par le Conseil Régional des Pays de Loire. L'Association Meslay sous-traite 2 formations à l'IRES des Herbiers qui représentent 1 143 heures pour 4 stagiaires.

### 3 - MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'association est propriétaire de ses locaux d'une superficie de 3 454 m<sup>2</sup>, comprenant 9 salles de cours pour 607 m<sup>2</sup>.

Cependant, l'association a décidé de vendre le site de Meslay et de devenir locataire sur une partie des locaux : du bâtiment "La Grange", du restaurant ainsi que de 4 chambres, représentant une superficie de 1 083 m<sup>2</sup>.

La vente a été finalisée le 8 mars 2024 pour un montant de 900 000 €.

L'association a employé 29 salariés soit en moyenne 10,93 ETP dont 4,35 ETP en enseignement.

Conformément à la loi du 23 mai 2006, le montant des salaires versés aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés au titre de l'exercice 2023 s'élève à :

- Salaires Bruts : 188 393 €
- Avantages en nature : Néant

Être bien entouré, ça change tout !  
 En plus le CFP fait intervenir des personnes extérieures (123 K€).

#### Provenance des financements :

Conseil Départemental (6,5 %)  
 Conseil Régional VISA METIERS (5,4 %)  
 Conseil Régional hors VISA METIERS (4,8 %)  
 OPCO apprentissage (21,4 %)  
 OPCO + Transitions Pro Formation continue (1,8 %)  
 France compétence (14,1 %)  
 Fonds publics (0,4 %)  
 Fonds privés, particuliers et entreprises (45,3 %)  
 Pôle Emploi (0,3 %)

#### 4 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis en respectant les règles comptables édictées par les règlements ANC n°2014-03 et n°2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Immobilisations corporelles : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production,
- Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue - Les différents composants d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés séparément lorsque leurs durées d'utilité sont significativement différentes,
- Stocks : ils sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.

Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écart significatif.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Provision retraite : Elle est calculée selon plusieurs paramètres :

1. L'âge de départ théorique : 62 ans
2. Taux d'actualisation : 3,6 %
3. La moyenne des salaires des 12 derniers mois
4. Taux moyen de charges sociales 41,93 %
5. Un taux de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise à 62 ans

Être bien entouré, ça change tout !

6. Le nombre de mois dus par l'employeur en fonction de l'ancienneté (selon la convention collective) :

- Inférieur à 10 ans : 0 mois
- 10 à 15 ans : 0.5 mois
- 15 à 20 ans : 1 mois
- 20 à 30 ans : 1.5 mois
- + 30 ans : 2 mois

## 5 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

**Engagements donnés : Néant**

**Engagements reçus :**

Caution du Conseil Départemental de la Vendée à hauteur de 30 % et de la commune de la Guyonnière à hauteur de 30 % pour un emprunt de 411 612,35 €.

**Dettes garanties par des sûretés réelles : Néant**

**Faits significatifs :**

Non ouverture du cycle DirEIS en septembre 2022, avec un impact sur le 1er semestre 2023 : re-certification non obtenue.

**Autres informations significatives : Néant**

**Honoraires commissaires aux comptes : 5 687 €**

## ANNEXE

### 6 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

**Actif immobilisé : cf tableau joint**

**Etat des créances : cf tableau joint**

**Montant des stocks :** 9 444 €

**Etat des provisions clients : cf tableau joint**

<b>Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan :</b>	<b>93 426,79</b>	
- Subvention OPCO apprentissage		14 811,93
- Conseil Régional Techniciens Agricoles		6 160,00
- CDC formations directeurs (REESS et CAFERUIS)		21 035,04
- Activités conseils		44 475,82
- Partenaires - IRFASE + ITS Pau		3 600,00
- Pôle emploi - Formation CAFERUIS		3 344,00
<b>Charges constatées d'avance :</b>	<b>16 953,44</b>	
- Charges d'exploitation :		16 953,44

### 7 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### Subventions d'équipement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en #131 et une quote-part est reprise en résultat tous les ans parallèlement à l'amortissement des biens financés, conformément au règlement ANC 2018-06 (traitement identique au cours des exercices précédents).

**Etat des dettes : cf tableau joint**

<b>Charges à payer incluses dans les postes du bilan :</b>	<b>36 488,11</b>	
- Emprunts et dettes auprès des Ets de Crédit		172,15
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés		16 244,18
- Dettes sociales		14 680,41
- Dettes fiscales		5 391,37
<b>Produits constatés d'avance :</b>	<b>36 718,96</b>	

## ANNEXE

### 8 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

#### Subventions d'exploitation

- Conseil Départemental 67 253,00

L'association a comptabilisé dans les produits de l'exercice 2023, une subvention du Conseil Départemental de la Vendée. Cette subvention a été allouée sur la base du budget prévisionnel de l'association adopté lors de l'assemblée générale 2023 et calculé sur l'année civile 2023, alors que le rapport d'activité transmis portera sur l'année scolaire 2023/2024.

Il convient de préciser qu'en cas de cessation de l'activité de l'Association au cours de la présente convention, la quote-part au prorata temporis de la subvention allouée à l'association sera reversée de plein droit au Conseil Départemental. (Selon l'article 7 de la convention signée avec le Conseil Départemental de la Vendée).

#### Contributions financières : Néant

#### Contributions volontaires en nature

L'association n'a pas valorisé les contributions volontaires en nature dans la mesure où ces contributions sont très limitées. En ce sens, la comptabilisation des CVN n'est pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité de l'association.



## IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

### Etat des immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement	32 113			32 113
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains	44 098	3 000		47 098
Constructions sur sol propre	1 648 837			1 648 837
Constructions sur sol d'autrui	743 805			743 805
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel	66 164			66 164
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	29 405			29 405
Matériel de bureau, informatique et mobilier	391 569	27 784		419 353
Matériel et outillage d'internat				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	2 923 879	30 784		2 954 663
Participations	980	18		999
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
Total des immobilisations financières	980	18		999
<b>TOTAL</b>	<b>2 956 972</b>	<b>30 802</b>		<b>2 987 774</b>

### Etat des amortissements

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement	32 113			32 113
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains	41 909	252		42 161
Constructions sur sol propre	1 387 921	25 189		1 413 110
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	648 338	11 559		659 898
Installations techniques, matériel et outillage industriels	66 164			66 164
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	29 405			29 405
Mat de bureau et informatique, mobilier	357 304	13 957		371 261
Mat et outillage d'internat				
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	2 531 042	50 958		2 582 000
<b>TOTAL</b>	<b>2 563 155</b>	<b>50 958</b>		<b>2 614 112</b>

## PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

### Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL</b>				

### Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires		24 115	107	24 008
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	54 115	30 000	54 115	30 000
<b>TOTAL</b>	<b>54 115</b>	<b>54 115</b>	<b>54 222</b>	<b>54 008</b>

### Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	26 157	6 051	25 465	6 743
Autres provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL</b>	<b>26 157</b>	<b>6 051</b>	<b>25 465</b>	<b>6 743</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>80 272</b>	<b>60 166</b>	<b>79 687</b>	<b>60 752</b>

## ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances				Etat des dettes			
Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus
Créances rattachées à des participations				Emprunts obligataires convertibles			
Prêts				Autres emprunts obligataires			
Autres immobilisations financières				Auprès des organismes de crédit :			
Total de l'actif immobilisé				- à 1 an maximum à l'origine			
Clients douteux ou litigieux	6 743	6 743		- à plus de 1 an à l'origine	648 564	170 092	314 213
Autres créances clients	200 969	200 969		Emprunts et dettes financières divers			
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie				Fournisseurs et comptes rattachés	63 684	63 684	
Personnel et comptes rattachés	660	660		Personnel et comptes rattachés	13 473	13 473	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				Sécurité sociale et autres organismes sociaux	156 537	156 537	164 259
Etat – Impôts sur les bénéfices				Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée	2 009	2 009		Taxe sur la valeur ajoutée	12 766	12 766	
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés				Obligations cautionnées			
Etat – Divers				Autres impôts, taxes et assimilés	8 690	8 690	
Groupes et associés				Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Débiteurs divers	93 727	93 727		Groupe et associés	86 331	86 331	
Total de l'actif circulant	304 109	304 109		Autres dettes	745	745	
Charges constatées d'avance	16 953	16 953		Dettes représentative de titres empruntés ou remis			
TOTAL	321 062	321 062		Produits constatés d'avance	36 719	36 719	
				TOTAL	1 027 509	549 037	164 259

# TABEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	Autres mouvements	A LA CLÔTURE
Fonds propres sans droits de reprise						
Fonds propres avec droits de reprise						-
Ecart de réévaluation						-
Réserves						-
Autres réserves						
Report à nouveau	-341 351	-44 774				-386 125
Excédent ou déficit de l'exercice	-44 774	44 774			-159 551	-159 551
Situation nette	-386 125	-	-			-545 676
Fonds propres consommables				17 480		
Subventions investissement	180 637			17 480		163 157
Provisions réglementées						-
<b>TOTAL</b>	<b>-205 488</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>17 480</b>	<b>-</b>	<b>-382 519</b>